

Thème 6

LA MONDIALISATION

LA MONDIALISATION

I. LES CARACTERISTIQUES DE LA MONDIALISATION

A. L'internationalisation des économies

1. L'ouverture du commerce international
2. L'organisation du commerce international

B. Les investissements directs à l'étranger

1. Evolution des investissements directs
2. Les facteurs liés à l'évolution des ID

C. La finance internationale

II. LES CONSEQUENCES DE LA MONDIALISATION

A. Les Etats Nations

B. Les banques

C. Les entreprises

1. La stratégie des entreprises
2. Le Club des entreprises mondiales

I. LES CARACTERISTIQUES DE LA MONDIALISATION

A. L'internationalisation des économies

L'internationalisation des échanges renvoie un processus complexe qui tient compte du volume des transactions, de leur localisation et de leur structure.

1. Ouverture du commerce international

→ Le commerce international a connu une expansion rapide dès la fin de la seconde guerre mondiale. **En valeur**, les exportations mondiales de marchandises sont passés de 57 milliards à plus de 13600 milliards de dollars de 1947 à 2007. En 1973, le commerce mondial représentait 12% de la production mondiale. En 2006, cette proportion avoisinait les 25%.

→ Deux indicateurs d'ouverture des économies : (i) **Le coefficient de dépendance** : rapport entre les importations et le PIB, qui exprime la dépendance du pays relativement aux approvisionnements externes ; (ii) **Le coefficient d'ouverture sur l'extérieur** : rapport entre les exportations et le PIB, qui mesure la dépendance du pays relativement aux débouchés extérieurs. Pour des pays comme l'Allemagne et la France, la demande étrangère assure une part de plus en plus importante de la croissance économique (49% et 24,3%) alors que pour les Etats Unis et le Japon, le coefficient d'ouverture sur l'extérieur est respectivement de 10% et 11%.

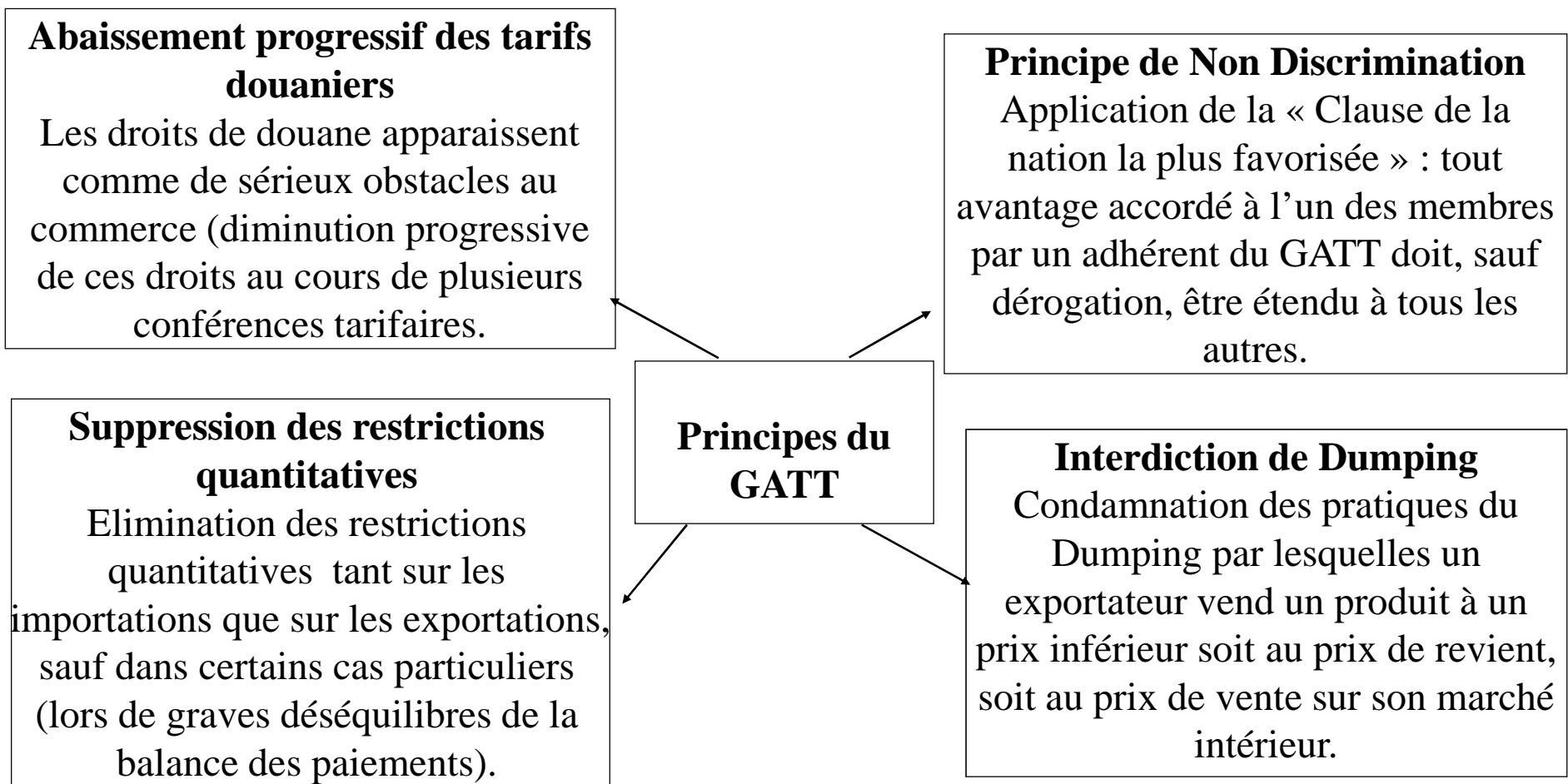
→ L'internationalisation des échanges a entraîné avec elle l'instauration **d'un commerce très hiérarchisé**, dans lequel on retrouve la prépondérance des pays du Nord «c'est à dire industrialisés ».

→ **Une analyse plus fine de la structure par pays montre un changement important depuis la fin de la seconde guerre mondiale.** Les années 60 et 70 ont ainsi vu les *USA perdre la position de domination* sans partage qui était la leur (part des exportations des Etats Unis dans les exportations mondiales s'est en effet notablement amenuisée, passant de près de 25% du commerce mondial dans les années 50 à un peu plus de 10% aujourd'hui). Montée en puissance de l'Allemagne; du Japon, de la Chine, et de ce que l'on a longtemps appelé les NPI (nouveaux pays industriels (Brésil...)).

→ **Développement rapide des échanges internationaux des services commerciaux** : Les exportations de services représentent aujourd'hui à peu près 20% du total des exportations mondiales de biens et services (3300 milliards de \$ en 2007). La part des échanges de services dans l'ensemble des transactions mondiales est relativement restreinte pour deux raisons : *la nature de certains services dits de proximité* (services médicaux, sociaux, d'éducation...), qui ne peuvent être consommés qu'à l'endroit où ils sont produits, et *l'existence de réglementations nationales protectrices* ou *simplement différentes de celles d'autres pays* (exportation de services d'assurance en raison des différences internationales de législation et de fiscalité).

2. L'organisation du commerce international

→ La mondialisation ne désigne pas seulement une réalité économique. C'est aussi une démarche active des États pour établir des règles communes à l'échelle de la planète. L'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce (**GATT : General Agreement Tariffs and Trade**)



L'Organisation mondiale du commerce (OMC) créée en 1995 à la suite du cycle de l'Uruguay Round, a succédé au GATT.

Le GATT constitue le principal recueil de règles de l'OMC pour ce qui est du commerce des marchandises. Le Cycle d'Uruguay a abouti à l'établissement de nouvelles règles régissant le commerce des services, les aspects pertinents de la propriété intellectuelle, le règlement des différends et l'examen des politiques commerciales.

L'OMC compte aujourd'hui 153 membres. Il dispose d'un budget de 189 millions de francs suisses. Son Directeur général est Pascal Lamy

- Les différents accords commerciaux sont organisés en termes de Round, le dernier en date, **le Doha Round** (2001-2008) : nouveau rapport de force entre pays, l'Afrique du Sud et le Brésil ont été les premiers pays à faire entendre leur voix en remettant en cause les accords internationaux sur le droit de propriété intellectuelle (qui les empêchait de copier les molécules des traitements anti-sida). Le Brésil a ensuite pris la tête d'un ensemble de pays du Sud pour défendre leurs intérêts commerciaux face aux pays riches. Dépôt de plainte du Brésil auprès de l'OMC contre les subventions sucrières européennes et contre les subventions accordées aux producteurs américains de coton

- La prolifération des traités bilatéraux ont remis en cause « *la clause de la nation la plus favorisée* », l'un des principaux fondamentaux de la régulation commerciale internationale.

→ Rassemblant 166 pays et se voulant le porte-parole du Tiers Monde face à des Institutions comme le GATT (OMC) ou le FMI (Fonds Monétaire International) pour lesquelles le poids des Occidentaux est plus important, la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) a organisé plusieurs conférences leur permettant d'exprimer solennellement leur position : cahier de doléances, droit souverain à commercer librement et à disposer de ses ressources naturelles (Conférence de Genève).

3. La place de la France dans la mondialisation

La France se situe à la cinquième place des pays exportateurs de marchandises (derrière l'Allemagne, les États-Unis, la Chine et le Japon) et au quatrième rang mondial des principaux exportateurs de services (derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne).

Le taux de pénétration du marché manufacturier français a plus que doublé au cours des trente dernières années. La part exportée de la production manufacturière est passée sur la même période de 20 à 45 %.

Le déficit commercial enregistré ces dernières années (qui passe de 8 à 56, puis 40 milliards d'euros de 2004 à 2008 et 2010) ne doit pas faire oublier que le commerce extérieur français a été excédentaire tout au long de la dernière décennie (hormis en 2001) après des années quatre-vingt calamiteuses associées à une forte contrainte extérieure.

Dans le cas des échanges de biens, les avantages structurels de la France se situent dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile et dans la chimie. Sur la période récente la spécialisation française s'est sensiblement réorientée vers les matériels de transport (automobile aéronautique, véhicule utilitaire), chimie de base, pharmacie. On observe en revanche un désengagement dans les secteurs de l'informatique, de l'électronique grand public, de l'électroménager ou encore du matériel électrique.

BALANCE COMMERCIAL (Jan - Août 2010), milliards d'€

PAYS	Montant
Allemagne	+ 96.7
Irlande	+ 27.8
Pays-Bas	+ 25.1
Belgique	+ 10.7
Suède	+ 4.1
Portugal	-13
Italie	- 15.5
Grèce	- 15.6
Espagne	- 34.6
France	- 40.1
Royaume Uni	-74.1

Source : BCE (novembre 2010)

B. Les investissements directs à l'étranger

Les investissements réalisés à l'étranger pour acquérir une entreprise ou pour en créer une nouvelle sont alors qualifiés **d'investissements directs** par opposition aux investissements de portefeuille, à caractère financier, qui n'ont pas pour objectif d'influer directement sur la gestion des entreprises. Ces investissements directs furent l'oeuvre de firmes « **multinationales** » .

Les investissements directs ne sont pas uniquement constitués d'achats d'actions et de titres de participation. Ils comprennent aussi les investissements immobiliers, les bénéfices réinvestis (partie non distribuée sous forme de dividendes du résultat courant des sociétés investies revenant aux investisseurs directs) et l'ensemble des prêts, emprunts et dépôts entre des entreprises résidentes et leurs affiliés non résidents (maisons mères et filiales directes et indirectes, sociétés soeurs).

→ Depuis 1986, très forte accélération du mouvement des investissements directs dans tous les pays industriels : l'attraction exercée par la Communauté Européenne avec l'annonce en 1986, de la création du Marché Unique pour 1993.

→ Selon le dernier rapport de la CNUCED, le total des investissements directs dans le monde serait passé de 349 à plus de 1833 milliards de dollars de 1996 à 2007. Cet essor a été stimulé par l'accélération des fusions et acquisitions d'entreprises, notamment aux USA et Europe Occidentale. En 2008, suite à la crise des subprimes, les IDE seraient retombés à près de 1700 milliards de dollars.

→ Les pays riches accueilleraient près de 70% du stock mondial d'investissements directs à l'étranger (IDE) alors que près de 150 Etats ne recevrait que 5%. Les Etats-Unis restent le principal pays de destination et d'origine des IDE. En 2007, les pays en développement présentaient près de 253 milliards d'IDE. Il s'agit pour l'essentiel de l'expansion à l'étranger des sociétés transnationales asiatiques. Le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) constitue un puissant facteur d'attractivité.

→ La France occupe une place importante dans les IDE. En 2009, la position nette des investissements directs en valeur comptable atteignait 377,7 milliards d'euros (soit 20 % du PIB), différence entre des avoirs extérieurs de 802,8 milliards et des engagements de 425,1 milliards. Depuis fin 1999, le stock des investissements directs français à l'étranger a été multiplié par 2,8 et a connu une croissance interrompue seulement en 2002 et 2003, après l'éclatement de la « bulle internet » et lorsque les flux se sont fortement ralentis.

- Après deux années lors desquelles ils s'étaient élevés à des niveaux de l'ordre de 80 milliards, les flux d'ID français à l'étranger ont fléchi de 20 milliards en 2009 (soit de 26 %), revenant à leur niveau de 2005 (soit 63 milliards d'€ contre 67,5 milliards en 2008). Parmi les principales opérations d'investissements à l'étranger de l'année 2009, figurent notamment l'acquisition par BNP Paribas des trois quarts du capital de Fortis Banque auprès de l'État belge, ainsi que plusieurs opérations conduites par le groupe Électricité de France, au Royaume-Uni (prise de contrôle de British Energy), aux États-Unis (création d'une filiale).

Sur le plan géographique, en fonction du pays de première contrepartie 5 et toutes opérations confondues, les pays de l'Union européenne (à 27) et les autres pays industrialisés ont reçu une large part des investissements directs français à l'étranger en 2009, accueillant respectivement 70 % (50 % pour la zone euro à 16) et 12 % des flux nets, contre 18 % pour le reste du monde. Les flux vers la zone euro sont fortement concentrés, deux pays, la Belgique et le Luxembourg, ayant reçu plus de 85 % des flux nets, loin devant l'Allemagne, l'Irlande et l'Italie.

- Les investissements directs étrangers en France, qui s'étaient inscrits entre 20 et 40 milliards d'euros de 2005 à 2007, ont fortement baissé au cours des deux dernières années, passant d'abord à 11,7 milliards en 2008, en baisse de 63 % par rapport à l'année précédente, puis laissant place à des désinvestissements nets en 2009.

Sur le plan géographique, et selon le principe de provenance immédiate des capitaux, la quasi-totalité des pays ont eu des opérations proches de l'équilibre avec la France en 2009. La Belgique, les Pays-Bas et les Émirats arabes unis ont été les trois principaux pays investisseurs, mais pour un montant cumulé modeste de moins de 10 milliards, tandis que les pays qui ont le plus contribué aux désinvestissements nets sont l'Allemagne, pour 5,9 milliards, le Royaume-Uni, pour 3,5 milliards, et le Luxembourg, pour 2,9 milliards.

Les facteurs liés à l'évolution des investissements directs

- Dans l'optique de l'organisation de leur production, c'est par l'intermédiaire d'une localisation optimale de leurs unités de production que les firmes vont tenter de réduire leurs coûts de production. Ceci revient à décomposer le processus de production en faisant réaliser chaque opération élémentaire dans le pays où elle est la moins coûteuse : on dit qu'il y a division internationale des processus de production. Les modules ou pièces du produit sont ensuite acheminés vers un ou plusieurs points d'assemblage à partir desquels les produits seront réexpédiés vers les marchés les plus proches. Cette stratégie conduit à créer des filiales-ateliers qui concourent à la réalisation d'un produit sans être capables par ailleurs de fonctionner de manière autonome (illustration de la stratégie du Japon dans les années 60).

- Dans l'optique de la conquête de parts de marché, l'investissement direct peut être décidé pour plusieurs raisons. *En premier lieu, l'amplitude des mouvements qui ont affecté les principales monnaies a rendu plus difficile les exportations et poussé les entreprises à s'implanter sur leurs principaux marchés. En second lieu, certains pays comme les Etats-Unis ont souvent été tentés de prendre des mesures protectionnistes, en particulier lorsque leur monnaie était surévaluée. Enfin, les grandes entreprises après avoir restauré leur situation financière à partir de 1982 (mouvement lancé aux USA), se sont lancées dans de vastes opérations de restructuration ou de diversification, souvent par voie d'OPA, mettant à profit leurs liquidités souvent abondantes, les facilités de financement obtenues aisément auprès des banques, du marché des capitaux, ou encore grâce à des innovations financières comme les Junk Bonds (bons à taux d'intérêt élevés, souvent garantis par les actifs de la société visée par l'OPA).*

C. La finance internationale

Cette dernière peut être appréhendée à partir de trois éléments :

→ **Les mouvements de capitaux**, effective depuis 1990. C'est cet aspect de l'internationalisation de l'économie que les économistes jugent aujourd'hui le plus important, tant ce facteur risque d'influencer non seulement les deux premiers mais également l'économie mondiale. Ce serait l'équivalent du PIB de la France qui circulerait dans le monde actuellement.

→ **La gestion de l'épargne** est relativement préservée des mouvements de capitaux. En France, c'est 250 milliards d'€ drainés par les SICAV.

→ **Les marchés financiers** ; On estime aujourd'hui que seulement 3% de l'activité des marchés des changes sont liés au commerce mondial et 97% à des mouvements financiers. Importance des fonds de pension. *L'internationalisation des investissements réalisés par les investisseurs institutionnels constitue une réelle nouveauté.* Ces investisseurs (au premier rang desquels on retrouve les caisses de retraite américaines) gèrent plus de 10 000 milliards de \$, dont la moitié aux USA et une grande partie en Grande Bretagne, au Japon et aux Pays Bas (les réserves des Fonds de Pension équivaudraient à 80% du PIB hollandais). Environ 10% de ces sommes (soit 1 000 milliards de \$) sont investies à l'étranger (à titre d'information rappelons que les réserves de change de la Banque de France s'élèvent à 35 milliards de \$)

En France, les gestionnaires de fonds de pensions tels que Calpers (250 milliards de \$) ou *Templeton Global Investors* (près de 220 milliards de \$) sont conduits à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie des entreprises.

Sur les 250 entreprises françaises les plus importantes, les investisseurs étrangers ont une part significative dans plus d'une trentaine (ces sociétés présentent généralement une double caractéristique : faible endettement et faible part de la masse salariale dans la valeur ajoutée). Comme le montre le tableau ci-dessous, les fonds de pension américains figurent parmi les premiers actionnaires chez Elf Aquitaine, Saint Gobain, Total. C'est ainsi plus de 10% du capital d'Alcatel Alsthom qui est détenu par Fidelity Investments, le tiers du capital de Pechiney appartient à trois grands fonds américains, Capital Group (14,4%), Fidelity (5,72%) et Templeton (10,01%).

- Fin 2008, 39,2% de la capitalisation boursière des sociétés françaises du CAC 40 étaient détenus par des actionnaires ne résidant pas sur le territoire français (pour un montant de 300 milliards d'euros), contre 45,7% en 2006, selon une étude de la Banque de France. Une inversion de tendance semble donc s'esquisser: la part des actionnaires étrangers dans le capital des grandes entreprises de l'Hexagone recule depuis deux ans, alors qu'elle ne cessait jusqu'alors de progresser.
- En 2008, 13 sociétés du CAC 40 sur les 36 étudiées par la Banque de France étaient détenues majoritairement par des actionnaires étrangers. Elles étaient 15 en 2007.
12 (contre 13 en 2007) avaient un taux de détention de leur capital par des non-résidents compris entre 25% et 50%.
11 (contre 8) un taux inférieur à 25%.

II. LES CONSEQUENCES DE LA MONDIALISATION

Trois phénomènes sont implicitement liés à la mondialisation :

- Après la quasi-élimination des droits de douane sur de nombreux biens, l'attention s'est portée, d'une part sur les barrières non tarifaires, et d'autre part sur les obstacles aux échanges de services → vagues de déréglementation dans les années 80
- *Le progrès technique* a été également un puissant facteur de mondialisation grâce à la réduction de la distance économique entre les pays.
- Interactions qui se sont développées entre le progrès technique et les vagues de déréglementation. Ces interactions ont été particulièrement fortes dans le domaine des télécommunications (Réseaux, Multimédia, Internet...) et de la finance (innovations financières, perfectionnement des techniques financières)

A. Les Etats Nations

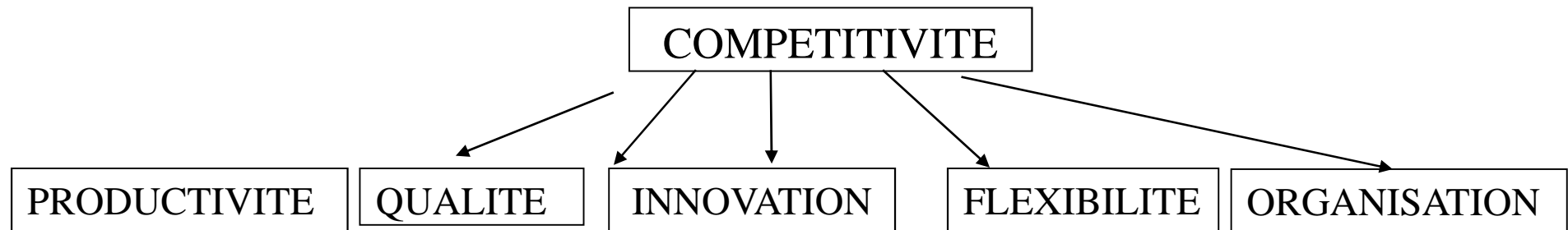
Malgré les progrès du libre-échange, chaque nation a essayé de préserver son autonomie économique, politique et financière de manière à tirer le meilleur parti de l'ouverture internationale et éventuellement à se protéger de ses effets négatifs. Il y a donc eu maintien de la concurrence entre nations tant que les avantages de la coopération n'apparaissaient pas clairement.

Fonds souverains (Abu Dhabi Investment Authority, créé en 1976, Emirats arabes unis), gère 625 milliards de dollars

B. Le secteur bancaire

- La banque traditionnelle est très peu internationalisée. La Banque reste donc un service de proximité (processus d'intermédiation), que la constitution d'un réseau et l'achat de parts de marché rendent cher.
- Les banques françaises se trouvent beaucoup moins bien placées sur leur marché que ne le sont les banques anglo-saxonnes sur le leur en raison de l'absence de rémunération des services bancaires en France.
- Les craintes que nourrissaient certains sur la gestion de l'épargne et le risque de volatilité de celle-ci en Europe, se sont révélées jusqu'ici peu fondées.
- A côté du concept de banque universelle (détail, d'affaires, d'investissement), on voit apparaître un grand nombre de sociétés financières spécialisées.

C. La place des entreprises



1. La stratégie

- Externalisation vers les marchés à fort potentiel et les zones de bas coûts
- La recherche de croissance (restructuration des entreprises, la constitution de grands groupes via la concentration : croissance interne ou/et croissance externe (fusion, absorption, apport ou cession partielle d'actifs, OPA...))
- La remise en cause de certains leaderships et de la place du secteur public
- Le rapprochement entre plusieurs firmes afin d'avoir le contrôle du marché.
- L'implantation de sites de production dans des pays ayant un vaste marché et/ou des coûts de production très faibles.

Les entreprises publiques européennes (en %)

FINLANDE	17.6
GRECE	15.4
FRANCE	14.7
ITALIE	14.2
AUTRICHE	13.3
SUEDE	12.9
PORTUGAL	12.3
IRLANDE	11.8
BELGIQUE	10.9
ALLEMAGNE (SANS RDA)	10.7
DANEMARK	9.7
ESPAGNE	8
LUXEMBOURG	6.4
PAYS-BAS	5.7
ROYAUME-UNI	2.7
TOTAL	10.4

Source : Commission Européenne (Eurostat)

2. Les entreprises mondiales

Cinq critères sont généralement évoqués pour définir ce que l'on appelle une entreprise mondiale : la notoriété du produit (approche marketing), la politique de recherche-développement, les stratégies de financement, les normes de gestion et d'organisation du travail, l'internationalisation des relations sociales et la gestion des compétences. L'entreprise mondiale serait celle qui construit une stratégie globale sur l'ensemble de ces axes

- *Produit mondial ou ventes différenciées*
- *Nombre de brevets déposés par an*
- *Les entreprises perdent progressivement leur autonomie de gestion* du fait de la pression croissante de actionnaires, elles doivent également se soucier de leur cotation qui détermine directement leur appréciation sur le marché des valeurs mobilières.
- *Modèle mondial de l'organisation du travail* (production à flux tendus ou toyotisme; normes ISO et qualité totale; nouvelle organisation du travail en AO [assistance par ordinateur], ateliers flexibles).
- *Mondialisation des relations sociales* : politique de gestion des ressources humaines, dialogue social, comité d'entreprise européen créé en 1996.

Les entreprises françaises réalisent près de 5% des échanges mondiaux. Dans leur secteur respectif, les entreprises françaises sont devenues des champions européens et mondiaux comme Total, Michelin, l'Oréal, Danone, Aréva...

Classement des sociétés du CAC dans le monde

Entreprises	Secteur d'activité	Rang
ACCOR	Hôtellerie	1
AGF-ASR.GL.DE FRN	Assurance	7
Air Liquide	Chimie	7
Alcatel Lucent	Équipement télécoms	6
Alstom	Machinerie industrielle	3
Axa	Assurances	3
BNP-Paribas	Banque	7
Bouygues	Construction	1
Cap Gemini	Conseil Management, services inf	4
Carrefour	Alimentation de détail, grossiste	1
Crédit agricole	Banque	10
Danone	Produits alimentaires	9
DEXIA (PAR)	Banque	11
EADS (PAR)	Aérospatiale	3
EDF	Electricité	1
ESSILOR intl	Services médicaux	5
Telecom	Télécommunications, lignes fixes	4
GDF	Distribution de gaz	1
L'Oréal	Cosmétiques	1
Lafarge	Matériaux de construction	2
Lagardère Group	Publicité	1
LVMH	Accessoires et habillement	2

Entreprises	Secteur d'activité	Rang
LVMH	Accessoires et habillement	2
Michelin	Pneumatiques	3
Mittal Steel (ex Arcelor)	Acier	1
Pernod-Ricard	Vins et spiritueux	2
Peugeot	Automobile	9
PPR	Distribution spécialisée et luxe	11
Renault	Automobile	16
Saint Gobain	Matériaux de construction	1
Sanofi-Aventis	Pharmacie	4
Schneider Elte	Équipement électrique	4
Société générale	Banque	17
ST Microelectronics (PAR)	Semi-conducteurs	5
Suez	Énergie et environnement	2
Thomson	Electronique	14
Total	Production d'énergie	7
Vallourec	Machinerie industrielle	17
Veolia Environnement	Eau	1
Vinci (ex-SGE)	Construction lourde	2
Vivendi	Loisirs et divertissements	5